Certains députés ont exprimé leur inquiétude à propos de la simultanéité des débats sur les prévisions de dépenses, sur les budgets et sur la mesure à l'étude. Je pense que l'exposé d'octobre, qui portait sur le reste de l'année financière, est très bien résumé dans la Partie I de cette mesure.

• (1750)

Cet après-midi, le président du Conseil du Trésor (M. Gray) a déposé son budget des dépenses. A mon avis, il a ainsi répondu aux vœux et aux inquiétudes exprimés au cours du débat actuel.

Je profite de cette occasion pour apprendre une bonne nouvelle aux Canadiens, celle à laquelle j'ai fait allusion pendant la période des questions, et de leur dire que le gouvernement a réussi à faire baisser les taux d'inflation et d'intérêt au Canada.

- M. Huntington: Le taux d'inflation est actuellement de 9.6 p. 100.
- M. Harquail: Les députés à votre gauche avaient l'habitude d'en parler souvent, monsieur le Président, mais depuis quelques mois ils n'osent ouvrir la bouche pour dire que les taux hypothécaires sont moins élevés, que le taux d'inflation n'est que de 6 p. 100 . . .
 - M. Lewis: Et le taux de chômage?
- M. Munro (Esquimalt-Saanich): Et tous les autres arnaques?
- M. Harquail: ... que le taux d'escompte des banques est passé à 11 p. 100 et que le taux de la Banque du Canada est d'environ 9.3 p. 100. Il est plutôt étrange que les députés de l'opposition soient les derniers à reconnaître que nous avons accompli des progrès énormes, comme je viens de l'expliquer à la Chambre. D'ailleurs, les Canadiens en savent déjà quelque chose.

Il est très révélateur d'examiner le taux d'inflation depuis juin, alors que le gouvernement a annoncé le programme des 6 et 5 p. 100 qui a donné de si bons résultats. Il s'agit là d'une compression volontaire des prix et des salaires. Le taux d'inflation au cours de cette période s'est établi à 6 p. 100, preuve manifeste que le programme porte fruit. Fait remarquable, tous les secteurs de l'économie ont contribué à notre succès, et nous devrions féliciter les Canadiens de collaborer avec nous durant cette période difficile que traversent tous les pays du monde, en particulier nos voisins du Sud.

J'ai déjà mentionné la victoire importante qui a été remportée dans la lutte pour assurer la reprise et faire diminuer les taux d'intérêts, qui sont maintenant à un niveau fort attrayant. L'effet a été de redonner confiance aux consommateurs et de nous remettre dans la bonne voie. Ce redressement a entraîné une relance de la construction, un des secteurs-clef de notre économie. Au mois de septembre encore, on ne comptait que 86,000 mises en chantier sur une base annuelle. En janvier, ce nombre est passé à 165,000, soit 90 p. 100 de plus en l'espace de quatre mois seulement. Cette hausse est directement attribuable aux mesures prises par le gouvernement et au fait que

Pouvoir d'emprunt

nous avons réussi à faire diminuer les taux d'intérêt, comme je l'ai mentionné au début de mon intervention.

Mon collègue, le député de Westmorland-Kent (M. LeBlanc) et ministre responsable de la SCHL, qui a pris la parole avant moi cet après-midi, a confirmé la bonne nouvelle voulant que les mises en chantier aient considérablement augmenté par rapport au niveau de 86,000 enregistré en septembre 1982. En janvier 1983, il y en a eu 165,000, ce qui représente une augmentation de 90 p. 100 par rapport à septembre. Les ventes de voitures particulières se chiffraient à 66,800 en décembre 1982, soit 37 p. 100 de plus qu'en juillet 1982.

- M. Munro (Esquimalt-Saanich): Quelle sorte de voitures? Des Lada ou des Toyota?
- M. Harquail: Le Conference Board du Canada a fait savoir que la confiance des consommateurs avait grimpé de 37 p. 100 passant de 54.8 p. 100 au deuxième trimestre de 1982 à 74.7 au dernier trimestre de la même année.

Voilà ce qui devrait alimenter nos propos. Nous avons entendu des Canadiens lancer un appel sincère à tous leurs compatriotes, notamment dans les milieux des affaires, pour qu'on se mette à parler de ce regain de confiance et à répandre la bonne nouvelle afin qu'ensemble nous puissions rétablir le climat de confiance que nous souhaitons tous.

D'après un sondage mené auprès des gens d'affaires par le Conference Board et d'après les déclarations faites dernièrement par des cadres du secteur privé, ces derniers seraient plus optimistes quant aux perspectives d'avenir à court terme de l'économie canadienne. Le même sondage nous apprend aussi que les milieux d'affaires ont repris confiance dans les possibilités d'investir au Canada. Nous nous en étions aperçus.

On s'est interrogé il y a un moment sur l'emploi. La situation s'est améliorée dans ce domaine, mais elle est encore bien en-deçà de nos espoirs. Nous ne détenons pas de monopole en la matière. C'est l'affaire de tous les Canadiens de chercher du travail et de déceler des occasions d'emploi, avec l'aide soutenue des divers ministères.

J'ai parlé de logement et d'expansion industrielle; les bonnes nouvelles nous viennent des États-Unis mais l'économie canadienne connaît également un début de relance. Il importe aussi de signaler les initiatives du gouvernement en vue de la création d'emplois. Nous en avons vu des résultats positifs très considérables dans ma province. Je mentionnerai le Programme canadien de développement communautaire, le Programme d'emplois pour les jeunes, le Programme d'aide à la création locale d'emplois, le Programme de relance de l'aide à l'emploi et tous les programmes de formation qui coûtent des millions de dollars. Il y a peu de temps, le ministre fédéral de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) a conclu une entente avec le ministre du Travail et de l'Emploi du Nouveau-Brunswick. Aux termes de cette entente, des crédits de 24 millions de dollars seront consentis. Il s'agit d'un programme à frais partagés de coopération fédérale-provinciale en vue d'injecter dans l'économie des sommes destinées à créer, comme je le disais, les emplois dont nous avons tant besoin.